

CONVOCATION
pour les séances publique et plénière du
vendredi 5 avril 2019
à 11h30

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) **52.137** Projet de loi
1. relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et à la sécurité des sources de rayonnements ionisants contre les actes de malveillance ;
 2. relative à la gestion des déchets radioactifs, du transport de matières radioactives et de l'importation ;
 3. portant modification de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé
- (doc. parl. 7172)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants

- 2) **52.223** Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale [article 50, alinéa a)], signé à Montréal le 6 octobre 2016
- (doc. parl. 7130)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants

- 3) **52.224** Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale [article 56], signé à Montréal le 6 octobre 2016
- (doc. parl. 7131)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants

- 4) **52.800** Projet de loi relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession
- (doc. parl. 7271)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants

- 5) **52.875** Projet de loi portant approbation
- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à des services aériens, fait à Astana, le 21 mai 2015 ;
 - 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Arménie relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 8 décembre 2015 ;

- 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cameroun relatif au transport aérien, fait à Luxembourg, le 26 janvier 2016 ;
- 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif au transport aérien, fait à Luxembourg, le 4 février 2016 ;
- 5° de l'"*Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Zambia on air services*", fait à Luxembourg, le 29 février 2016
- 6° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Turkménistan relatif à des services aériens, fait à Ashgabat, le 6 septembre 2016 ;
- 7° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Mongolie relatif à des services aériens, fait à Leipzig, le 1^{er} juin 2017 ;
- 8° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à des services aériens, fait à New York, le 22 septembre 2017 ;
- 9° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Niger relatif au transport aérien, fait à Niamey, le 8 février 2018

(doc. parl. 7313)

***Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel
à l'unanimité des 17 votants***

- 6) **52.981** Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le règlement (CE) n° 1102/2008

(doc. parl. 7350)

***Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel
à l'unanimité des 17 votants***

- 7) **53.003** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides

(doc. parl. 7357)

***Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel
à l'unanimité des 17 votants***

- 8) **53.004** Projet de loi portant modification de la loi du 16 décembre 2011 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et mélanges chimiques

(doc. parl. 7358)

***Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel
à l'unanimité des 17 votants***

- 9) **53.057** Projet de loi
- 1° portant approbation du protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds conformément à la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds

pour l'utilisation de certaines infrastructures, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2017 ;

- 2° modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994

(doc. parl.7362)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants

- 10) 53.246** Projet de loi portant modification:
1. des articles L. 232-2 et L. 233-4 du Code du travail,
2. de l'article 28-1 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

(doc. parl. 7399)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants

- 11) 53.252** Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

(doc. parl. 7406)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants

- 12) 53.254** Projet de loi portant modification de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

(doc. parl. 7409)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants

- 13) 53.255** Projet de loi relative à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et modifiant :
1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
2° la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;
3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
5° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et
6° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

(doc. parl. 7401)

Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants

- 14) 53.258 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
(doc. parl. 7412)

*Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel
à l'unanimité des 17 votants*

- 15) 53.286 Projet de loi
portant modification de :
1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale
(doc. parl. 7421)

*Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel
à l'unanimité des 16 votants*

- 16) 53.316 Projet de loi relative à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et modifiant :
1° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés; et
2° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif
(doc. parl. 7426)

*Le Conseil d'État a accordé la dispense du second vote constitutionnel
à l'unanimité des 17 votants*

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets de loi et proposition de révision

- 1) **52.642** Projet de loi instituant un défenseur des droits de l'enfant, appelé « Ombudsman/fra fir Kanner a Jugendlecher » et portant modification 1. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 2. de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'Enfance et 3. de la loi concernant le Budget des recettes et des dépenses de l'État
(doc. parl. 7236)
- 2) **52.863** Projet de loi portant modification
1) du Code du travail ;
2) du Code de la sécurité sociale ;
3) de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe
(doc. parl. 7309)
- 3) **52.958** Projet de loi portant modification :
1. de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ;
2. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;
3. de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires
(doc. parl. 7325)
- 4) **53.128** Projet de loi portant modification :
1. du Code de procédure pénale ;
2. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
3. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
4. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
5. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice
(doc. parl. 7386)
- 5) **53.277** Projet de loi modifiant les articles L. 222-2 et L. 222-9 du code du travail
(doc. parl. 7416)
- 6) **53.284** Projet de loi portant 1° transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal ; 2° modification du Code pénal ; 3° modification du Code de procédure pénale et 4° modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
(doc. parl. 7411)
- 7) **53.288** Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale
(doc. parl. 7417)
- 8) **53.290** Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :

- 1° le Code de la sécurité sociale ;
- 2° le Code du travail ;
- 3° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
- 4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;
- 5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
- 6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
- 7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall » ;
- 8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
- 9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;
- 10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;
- 11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes
(*Amendement parlementaire du 29 mars 2019*)

(doc. parl. 7450)

9) 53.307 Proposition de révision de l'article 95^{ter} de la Constitution
(doc. parl. 7414)

Projets de règlement

- 10) 53.264** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 29 août 2017 déterminant le montant et la perception des taxes et redevances relatives à l'utilisation du domaine public fluvial
- 11) 53.292** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 17 décembre 2010 fixant les taux applicables en matière de droits d'accise autonomes sur les produits énergétiques
- 12) 53.293** Projet de règlement grand-ducal portant abrogation du règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 portant exécution de l'article 164^{bis}, alinéa 10 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
- 13) 53.294** Projet de règlement grand-ducal portant exécution de l'article 139^{quater}, alinéa 7 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
- 14) 53.295** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1991 déterminant les limites et les conditions d'application des taux réduit, super-réduit et intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée
- 15) 53.320** Projet de règlement grand-ducal déterminant les communes dans lesquelles des agents de l'État, adjoints au bureau centralisateur gouvernemental, sont autorisés à être présents dans les bureaux de vote principaux à l'occasion des élections européennes du 26 mai 2019